

Nexus Humanitaire - Développement pour répondre aux besoins urgents d'eau, hygiène et assainissement au Burkina Faso

La crise sécuritaire a provoqué des conséquences humanitaires sans précédent au Burkina Faso. Le nombre de déplacés internes a augmenté de façon exponentielle de 47.000 déplacés fin décembre 2018 à plus d'1,1 million début 2021. Aujourd'hui plus de 2,5 millions de personnes ont besoin d'une assistance d'urgence en Eau Hygiène et Assainissement (EHA). L'ampleur des besoins s'explique par la superposition de la crise à un déficit structurel d'accès à l'eau et à l'assainissement. Les besoins humanitaires EHA ne pourront pas être couverts par la seule réponse humanitaire, mais nécessitent à la fois des interventions d'urgence, d'appui à la résilience et de développement. Cela implique une réponse conjointe de l'ensemble des acteurs : étatiques, humanitaires et de développement.

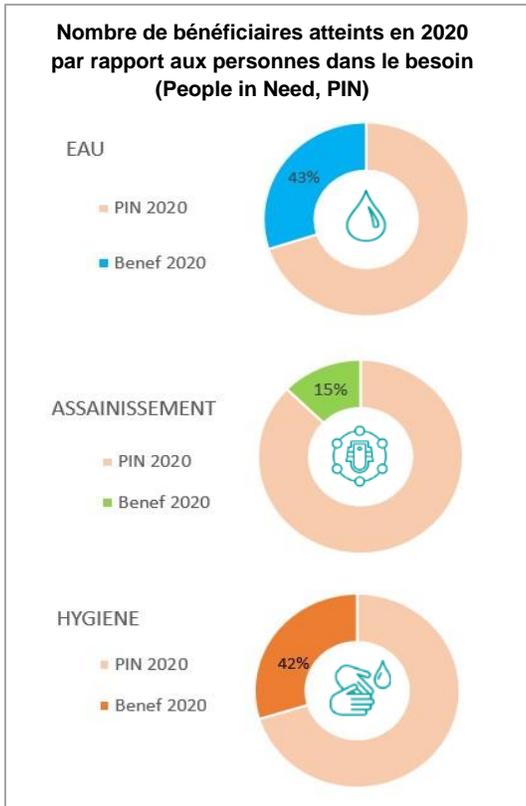


©Martina Rama Kaya Juin 2020



1. Crise sécuritaire et fragilités structurelles : une crise EHA qui nécessite l'engagement des acteurs humanitaires & de développement

Aujourd'hui dans les 6 régions du Burkina Faso les plus affectées par la criseⁱ, plus de 3 millions de personnes n'ont pas accès à l'eau potableⁱⁱ et plus de 5 millions de personnes n'ont pas accès à l'assainissement.ⁱⁱⁱ Parmi elles, ce sont 2,5 millions de personnes qui ont besoin d'une assistance humanitaire en Eau Hygiène et Assainissement (EHA).^{iv} Avant la crise, cinq^v des six régions les plus affectées par la crise avaient déjà un taux d'accès à l'eau inférieur à la moyenne nationale. La situation est aggravée par une situation hydrogéologique complexe dans un pays soumis à une forte pression climatique.^{vi}



L'arrivée massive de personnes déplacées internes (PDI) a sévèrement empiré cette situation de fragilité structurelle. Au Sahel et Centre-Nord en particulier certaines communes comme Gorgadji et Djibo ont vu leur population doubler ; tandis que Kaya, Barsalogo, Pensa, Dablo et Boroum ont vu leur population augmenter de 40 à 79%.^{vii} L'augmentation rapide de la population a conduit à une réduction de la quantité d'eau disponible par personne et à une surexploitation des points d'eau entraînant des pannes plus fréquentes et des risques de tensions accrues entre les usagers. En raison de la crise, en moins d'une année les vingt communes recevant le plus de PDI au Burkina Faso ont vu leur taux d'accès à l'eau passer de 63% à 44% et leur taux d'accès à l'assainissement passer de 23% à 14%.^{viii}

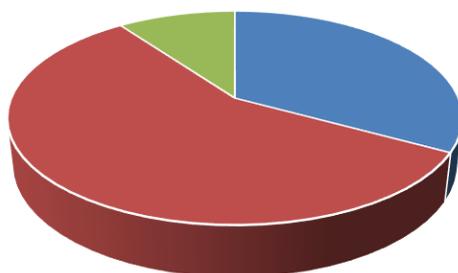
Les difficultés principales relatives à l'accès à l'eau sont l'attente trop longue au point d'eau ainsi que la distance trop grande entre le point d'eau et le foyer.^{ix} Cela est dû au nombre insuffisant d'infrastructures, au faible débit des ouvrages, aux systèmes d'exhaure inadéquats qui ne permettent pas à plusieurs personnes de collecter de l'eau en même temps. Les femmes et filles qui assurent traditionnellement la collecte de l'eau sont particulièrement affectées par cette situation et sont plus exposées aux violences lorsqu'elles se rendent à des points d'eau éloignés.^x Concernant l'assainissement, seulement 37% des ménages dans les régions en crise ont accès à une latrine hygiénique partagée avec moins de 20 personnes et 34% des ménages pratiquent la défécation à l'air libre.^{xi}

Face à cette situation dramatique, la réponse humanitaire reste très limitée et n'a répondu en 2020 qu'à moins de la moitié des besoins en eau et moins d'un quart des besoins en assainissement.

2. Des réponses humanitaires et développement encore inadaptées

1. Des réponses humanitaires encore inadaptées à une crise prolongée

Durée des Financements Humanitaires EHA entre janvier-Septembre 2020



- Moins de 6 mois
- De 7 à 12 mois
- Plus de 12 mois

Le volume des financements alloués aux interventions EHA humanitaires est largement insuffisant pour répondre aux besoins (12% du financement nécessaire a été acquis selon le Financial Tracking System de OCHA). De plus, alors que la crise perdure depuis maintenant plus de deux ans, la grande majorité des financements ont une durée de moins d'un an.^{xii}

Le manque de financements flexibles d'un an ou plus affecte la capacité des acteurs humanitaires à planifier et coordonner leurs interventions pour assurer que les réponses de première urgence soient suivies par des réponses pouvant durabiliser les interventions. Cela entraîne des cycles d'interventions qui se répètent sur les mêmes zones, ciblent les mêmes bénéficiaires à quelques mois d'intervalles. La durabilité des réponses EHA est aussi affectée par la qualité insuffisante des ouvrages réalisés, en raison des restrictions budgétaires et des contraintes d'accès. Par exemple, l'installation de points d'eau avec une structure non adaptée aux zones inondables à Dori, engendrant des risques de contamination et empêchant l'accès en saison pluvieuse ; ou

encore l'installation de latrines non-durables à Barsalogho nécessitant d'être démolies et reconstruites au bout de quelques mois. Les usages multiples de l'eau (ménage, agricole et élevage) en zones rurales ne sont pas non plus suffisamment pris en compte dans les ouvrages ce qui crée du stress additionnel autour des points d'eau partagés entre ces trois usages.

Certains acteurs humanitaires commencent néanmoins à adapter leur approche pour rendre les interventions EHA plus durables, inclusives, de meilleure qualité et assurant une continuité dans la gestion des ouvrages. C'est le cas par exemple des interventions qui favorisent la construction de postes d'eau autonomes^{xiii}, plus coûteux mais plus durables, plutôt que des pompes à motricité humaine qui tombent plus fréquemment en panne. On peut aussi citer l'utilisation de matériaux plus durables pour la construction des latrines et l'application de standards communs pour garantir la stabilité des fosses.^{xiv}

2. Une crise brutale qui a affecté fortement les réponses de développement

La crise a pris les acteurs de développement de court. Les interventions multi-annuelles avec des zones et bénéficiaires fixes se sont retrouvées perturbées par des problèmes d'accès et le déplacement des bénéficiaires, des gestionnaires et des autorités. Certains projets ont dû se réorienter tandis que d'autres ont été suspendus ou accusent du retard notamment parce que les entreprises et prestataires qui ont les capacités techniques de mettre en œuvre les projets n'ont souvent pas les procédures internes adéquates pour intervenir dans les zones instables. Les projets d'expansion des ouvrages hydrauliques initialement planifiés dans les zones d'accueil de PDI se sont trouvés obsolètes et dépassés par les nouveaux besoins.

Certains projets se sont adaptés en réorientant les activités pour cibler les nouveaux besoins des personnes déplacées dans les zones touchées mais encore accessibles. C'est notamment le cas d'un certain nombre de projets étatiques et de développement tels que le projet financé par la Banque Mondiale dans la Boucle du Mouhoun . C'est aussi le cas pour le projet de l'Agence suédoise de développement et coopération Internationale (SIDA) dans le Centre-Nord et le Nord qui est en cours de réorientation. Ces initiatives sont à saluer, mais l'ampleur de la crise nécessite qu'elles puissent être élargies et systématisées. Les grands projets d'infrastructures en zone de crise restent encore basés sur les pratiques et procédures standards de marchés publics ce qui maintient une déconnexion entre le rythme de mise en œuvre de ces projets et l'urgence des besoins.



©Samuel Turpin Kaya rural Mars 2021

3. Vers un NEXUS humanitaire-développement : bonnes pratiques et limites

De nombreux efforts sont déjà en place pour promouvoir les approches NEXUS humanitaire-développement dans le secteur EHA au Burkina Faso. On peut citer la journée NEXUS organisé par le Ministère de l'eau et de l'assainissement avec appui de l'UNICEF en décembre 2020 ou encore avec la participation systématique du Cluster WASH au Cadre de Dialogue Sectoriel (CDS) avec les partenaires techniques et financiers (PTF). Ces dynamiques pourraient servir de base pour approfondir et systématiser la coordination entre les acteurs humanitaires et de développement, capitaliser les bonnes pratiques et permettre une meilleure répartition des interventions en fonction des contextes et défis d'accès.

Dans les zones encore accessibles et où les services publics sont présents, un nombre croissant de projets financés par le Danemark, l'Agence Française de Développement (AFD), l'Union Européenne, l'UNICEF et

d'autres bailleurs, cherchent à durabiliser leurs réponses en reliant ouvrages humanitaires et réseaux publics existants^{xv} ou encore en soutenant l'extension des ouvrages et réseaux EHA existants pour répondre à l'ensemble des besoins. C'est le cas de l'initiative conjointe de 2 acteurs humanitaires et 2 acteurs de développement de réhabilitation et expansion du réseau d'eau de Djibo qui vise à répondre durablement aux besoins de 79,461 habitants de la ville y compris 48,561 personnes déplacés. Un nombre croissant de projets essaient d'intégrer les réponses d'urgence et structurelles notamment en renforçant les capacités des services publics EHA déconcentrés et décentralisés à faire face aux besoins urgents et structurels dans les zones affectées par la crise.

Le cas d'un projet NEXUS d'accompagnement des services publics EHA - Le projet en question est financé par USAID et mis en œuvre par une ONG internationale dans la commune de Barsalogo (Centre-Nord), accueillant 87,975 PDI. Le projet vise notamment à faire une extension du réseau d'eau de la ville pour répondre aux besoins d'urgence des personnes déplacées, tout en accompagnant la commune dans la signature d'un contrat d'affermage avec le gestionnaire du réseau, et renforçant le rôle et la capacité de la commune à jouer un rôle accru dans la gestion de ces services publics. Le projet prévoit également d'inclure dans le contrat d'affermage les ouvrages mis en place par d'autres organisations humanitaires comme par exemple les réhabilitations de points d'eau réalisés à Foubé. Enfin le projet accompagne les communes à développer ou actualiser leurs plans de contingence multirisques et de mettre en place les outils et disponibiliser les ressources humaines et financières pour être capable de répondre à des chocs. Certains défis demeurent et notamment le fait de garantir l'accessibilité aux services pour les populations vulnérables tout en assurant la durabilité à travers un recouvrement des coûts.

La maintenance des ouvrages dans les zones d'insécurité est perturbée par la difficulté d'approvisionnement en intrants et un accès souvent imprévisible pour les techniciens venus d'autres localités. Cela nécessite de mettre en place des stocks de contingence, de prioriser les infrastructures de qualité et autonomes^{xvi} et de développer les capacités de gestion communautaire, en complément aux capacités étatiques.^{xvii} En effet, dans les zones très difficiles d'accès tels que les villages ruraux autour de Djibo ou de Fada, et même certaines petites villes à l'Est, Sahel, Nord et Centre-Nord, où les services publics ont dû se déplacer, les approches communautaires restent souvent les seules possibles et les seules permettant une potentielle continuité et durabilité de réponse.

Ces zones restent encore délaissées ne bénéficiant souvent que d'interventions de court terme, des *quick fix* réalisables rapidement et souvent mis en œuvre par des relais communautaires.^{xviii} Des financements humanitaires de plus long terme, flexibles et plus importants sur ces zones permettraient de développer progressivement des approches plus durables ainsi qu'un accès humanitaire basé sur les principes et une connaissance approfondie de ces zones.



©Martina Rama, Fada Juin 2020

4. Conclusion et recommandations

La nécessité de mieux adapter et lier les interventions EHA humanitaires et développement en zone de crise est comprise et acceptée parmi les différents acteurs de la réponse au Burkina Faso. Des exemples d'adaptation et même de projets NEXUS ont déjà vu le jour. Cependant de nombreux défis demeurent pour systématiser ces approches ainsi qu'une coordination stratégique et opérationnelle entre les différents types d'acteurs. Pour répondre mieux aux besoins EHA au Burkina Faso il est crucial que :

Les autorités ainsi que les bailleurs de fonds humanitaires et de développement créent les conditions de financements EHA pour :

- Augmenter les allocations et le nombre d'outils de financement mixtes humanitaires-développement flexibles, multi-annuels, basés sur les besoins et la vulnérabilité et en ligne avec les principes humanitaires.^{xix}
- Assurer que la plupart des financements humanitaires EHA pour 2021 soient des financements d'une durée de plus d'un an.
- Réengager des financements de développement dans les régions affectées et en les rendant suffisamment flexibles et rapides pour répondre aux nouveaux besoins, en appuyant les services publics pour faciliter cette transition dans les zones accessibles et en passant par les acteurs humanitaires dans les zones à accès difficile.
- Augmenter les budgets nationaux EHA proportionnellement aux besoins, en assurant le suivi et la transparence de la mise en œuvre, particulièrement en zone de crise, en mettant en place les outils et capacités techniques (réorganisation institutionnelle, renforcement des capacités, assistance technique) nécessaires et en facilitant la mise en œuvre par les services publics nationaux, déconcentrés et décentralisés de procédures d'urgence de passation de marchés publics.
- Permettre une bonne transparence et suivi des flux de financement en partageant les données via les canaux prévus (renseignement sur FTS – Financial Tracking System, Track-Fin, matrice PTF, etc.).

Les acteurs humanitaires, de développement et étatiques mettent en place une coordination efficace entre réponses humanitaires et de développement pour :

- Inviter les acteurs de développement aux réunions de coordination sectorielles humanitaire (cluster) EHA mensuelles humanitaires, en planifiant des rencontres ad hoc NEXUS au niveau national et décentralisé et en dédiant suffisamment de ressources à la facilitation des structures de coordination à tous les niveaux (national, régional, provincial, communal).
- Réviser les programmes nationaux pour y intégrer les besoins d'urgence et pour assurer une institutionnalisation des approches nexus (appropriation stratégique et opérationnelle systématique).
- Définir une compréhension commune des besoins EHA d'urgence et de développement.
- Définir une stratégie de réponse pluriannuelle en zone de crise adaptée et coordonnée, en identifiant les liens et plus-values de chaque acteur et en assurant une meilleure répartition des réponses par zones.
- Mettre en place un outil de suivi commun, mis à jour et accessible à tous les acteurs, et recensant l'ensemble des interventions (étatiques, développement, humanitaires) EHA réalisées et planifiées dans les zones de crise, l'état d'avancement des réalisations, les défis rencontrés, et les gaps.^{xx}



©Martina Rama Kaya Juin 2020

Les acteurs humanitaires et de développement capitalisent et systématisent les bonnes approches pour :

- Faciliter l'ensemble de la réponse EHA en zone de crise sur la base d'une identification et mise en œuvre systématique et conjointe des leçons apprises et des bonnes pratiques.
- Développer des réponses mutualisées de préparation et de contingence EHA aux crises et difficultés d'accès sur base de financements mixtes. Parmi les mesures concrètes on peut citer :
 - o L'appui aux services techniques et aux collectivités territoriales pour la définition ou mise à jour de plans de contingence multirisque communaux et régionaux et l'inscription/l'alignement des interventions d'urgence dans le cadre de ces plans ; la mise en place d'activités de préparation et réduction des risques ;
 - o La mise en place systématique de stocks EHA (kits, savons, outils, pièces détachées, etc.) suffisants et mutualisés dans les zones prioritaires avec un accès volatile et la priorisation d'ouvrages EHA plus autonomes et demandant moins de maintenance ou d'intrants pour fonctionner.
 - o La définition d'instruments juridiques ou procédures de gestion d'urgence garantissant l'accès des plus vulnérables (ex. subvention ciblée) et capables de s'adapter à une diminution soudaine des techniciens ou services publics en charge de la gestion. (ex. télégestion ou délégation de service temporaire à un acteur humanitaire, approches de gestion mixtes étatiques-communautaires).
 - o L'adoption des approches communautaires notamment renforcer la participation des bénéficiaires pour limiter les conflits et permettre une meilleure appropriation et durabilité ; y compris l'intégration systématique des besoins spécifiques des femmes et des filles en hygiène et assainissement notamment l'hygiène menstruelle avec des approches adaptées pour l'urgence.
- Systématiser les projets humanitaires-développement mis en œuvre et renforcer les services publics dans les zones où ils sont présents ; tout en s'assurant de la prise en compte de la gestion future et durable des infrastructures et de la nécessité de préparer les capacités de résilience.
- Lancer des projets ambitieux d'infrastructures EHA visant à répondre aux gaps structurels et conjoncturels dans les zones accessibles où les services publics EHA sont présents.

ⁱ Centre-Nord, Nord, Sahel, Est, Boucle du Mouhoun et Centre-Est

ⁱⁱ Source: Base de donnée du Ministère de l'Eau et de l'Assainissement (Inventaire national des ouvrages, INO 2019)

ⁱⁱⁱ Source: base de données du Ministère de l'Eau et de l'Assainissement (Direction Nationale de l'Assainissement, 2019) sur le nombre de latrines, ensuite appliqué aux norms SPHERE (20 personnes par latrine) pour calculer le taux d'accès

^{iv} Cluster WASH Burkina Faso

^v Centre-Nord, Sahel, Est, Boucle du Mouhoun et Centre-Est

^{vi} Les connaissances hydrogéologiques restent parcellaires, les forages profonds sont rares et les nappes superficielles sont surexploitées et souffrent d'assèchement fréquents. De nombreux forages sont négatifs car le contexte hydrogéologique est complexe surtout en zone de socle. L'absence d'une base de données exhaustive et actualisée des points d'eau négatifs et positifs existants et leurs débits rends difficile une évaluation exacte du niveau d'exploitation de la ressource.

^{vii} https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/bfa_pourcentage_pdi_par_rapport_a_la_population_20210222.pdf

^{viii} Comparaison entre avant la crise (fin 2018) et après la crise (fin 2019). Données du cluster WASH Burkina Faso, 2020

^{ix} Selon les données du MSNA de REACH, 64% des ménages interviewés en juillet-août 2020 dans les 6 régions passent plus de 30 minutes pour aller chercher de l'eau et n'ont donc pas accès à l'eau selon les normes SPHERE.

^x *ibid*

^{xi} Source : MSNA REACH, Aout 2020

^{xii} D'après la matrice de financement du cluster WASH, en septembre 2020 33% des financements EHA dans les régions affectées étaient dédiés à des projets de moins de 6 mois, 57% à des projets de 7 à 12 mois et seulement 10% à des projets de plus d'un an

^{xiii} Ouvrage composé d'un forage avec pompe électrique ou solaire, un réservoir surélevé et une ou plusieurs rampes de distribution (robinets) aux pieds du réservoir.

^{xiv} L'utilisation de briques plutôt que du banco dans la construction de latrines et le maçonnerie des fosses pour plus de stabilité sur la durée.

^{xv} Par exemple la construction par les humanitaires d'un point d'eau à Kaya destiné initialement aux personnes déplacées du site des 38 villas, qui a ensuite été rattaché au réseau urbain de l'ONEA

^{xvi} Par exemple l'usage de pompes solaires plutôt que de pompes nécessitant du carburant.

^{xvii} En s'inspirant par exemple des projets mis en œuvre par certaines ONGs au Sahel et à l'Est, qui visent à renforcer les capacités techniques et l'implication des communautés locales dans la construction, maintenance et gestion des ouvrages EHA en coordination avec les services publics locaux.

^{xviii} On peut citer notamment un projet de sensibilisation et de distribution de 200 kits hygiéniques en mars 2020 dans la zone presque inaccessible de Silmande et qui a été mené par des relais communautaires formés au préalable pour réaliser ces activités.

^{xix} La mise en place d'une *pool fund* régional peut être une opportunité si l'outil est financé par les deux types de bailleur et est basé sur les besoins et suffisamment rapide et flexible.

^{xx} Voir et adapter/améliorer des outils qui existent déjà au niveau national ou dans d'autres pays (par exemple outils de suivi des réponses humanitaires et gaps développé par OCHA en RDC (Ituri).